

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 5 (1998)
Heft: 3

Artikel: La sociabilité sportive = Sportgeselligkeit
Autor: Busset, Thomas / Lamprecht, Markus
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-16016>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LA SOCIABILITE SPORTIVE

Lors d'une discussion menée en marge d'un récent colloque, l'un des participants racontait qu'à l'occasion d'une procédure de nomination pour une chaire d'histoire, il avait songé à donner une conférence sur un thème lié au sport. Sur le conseil d'un collègue mieux au fait des usages académiques, notre interlocuteur retint finalement un autre sujet afin de ne pas entraver ses chances d'accéder au poste convoité.

Plus que de longues explications, l'anecdote est révélatrice de la place marginale qu'occupe le sport dans l'historiographie helvétique. Comparée à la situation des pays voisins, celle de la Suisse peut être caractérisée de précaire, malgré l'existence de quelques études de qualité. S'il n'est pas le lieu pour s'interroger plus longuement sur les multiples raisons de ce retard, force est d'évoquer tout de même le peu d'intérêt voire le dédain manifesté par les milieux académiques face au sport. La persistance de cette attitude est d'autant plus surprenante que dans les pays voisins de tels préjugés ou doutes ont été si ce n'est totalement du moins largement dissipés.

Au sein de la rédaction de *traverse*, l'envie est donc venue de consacrer un numéro à l'histoire du sport. Afin de ne pas tomber dans le piège de l'éclectisme – un défaut dont souffrent de nombreux colloques consacrés au sport –, nous avons décidé de centrer le dossier sur le thème de la sociabilité. Par ce choix, nous voulions inscrire notre démarche dans une continuité: faire écho, d'une part, à des projets similaires réalisés dans les pays voisins¹ et, d'autre part, aux travaux consacrés plus généralement aux faits associatifs.² S'y ajoute qu'au niveau international la Suisse figure parmi les pays disposant de la plus forte densité d'associations sportives. Enfin, un dépouillement préalable des listes des travaux (thèses, mémoires de licence, etc.) menés au cours des dix dernières années avait montré que ce domaine avait fait ou faisait l'objet de plusieurs études.

En Suisse, il faudra sans doute attendre longtemps encore une synthèse répondant au standard actuel des sciences sociales. C'est pourquoi nous avons voulu couvrir un champ temporel et thématique aussi large que possible, allant de la fin de Moyen Age à l'époque contemporaine, et aborder des pratiques spor- ■ 7

tives aussi variées que la gymnastique ou le ski en passant par le tennis et le football.³ Comme le montre le survol qui suit, les différentes contributions de ce cahier en se complétant et en s'éclairant mutuellement invitent aussi à une lecture suivie.

Dans le cadre de son travail, *Jeannette Rauschert* porte un regard nouveau sur le développement du tir au Moyen Age, un domaine d'étude qui jusqu'à nos jours est (singulièrement) demeuré l'apanage de l'histoire militaire. Elle examine dans la longue durée l'institutionnalisation du tir à l'arquebuse à Zurich aux XVe et XVIe siècles. Initialement, ces tireurs ne formaient qu'un groupe informel qui se réunissait pour s'adonner à une activité récréative, ludique et sportive. Au plus tard à partir du milieu du XVe siècle, ils disposèrent d'un local qui leur servait de lieu de rencontre («Schützenstube»). Bien que ce dernier ait donné un certain cadre à leur sociabilité, il ne semble pas que les tireurs aient alors été clairement organisés. Au cours du XVIe siècle, les autorités leur portèrent une attention de plus en plus soutenue du fait de l'importance croissante que revêtait l'arme à feu individuelle pour la défense militaire municipale. A côté des prescriptions relatives au déroulement des exercices de tir et aux conditions d'admission, l'attention fut plus particulièrement portée aux dispositions réglant et normant le comportement des tireurs lors de leurs réunions.

Hans Ulrich Jost trace un tableau de la naissance et du développement de l'associationnisme sportif suisse du XIXe jusqu'au début du XXe siècle. En Suisse comme en Allemagne, la gymnastique est pratiquée d'abord par la jeunesse académique (donc urbaine). Elle est organisée dès les années 1810 sous forme d'associations acquises non seulement à l'activité gymnique elle-même mais aussi aux mouvements politiques nationaux. Durant le troisième tiers de XIXe siècle, l'éducation physique et la gymnastique seront de plus en plus liées aux préoccupations de la défense nationale. Dès les années 1860, on assiste à une diversification des pratiques sportives par l'apparition de nouvelles disciplines (les sports nautiques, l'alpinisme, plus tard le cyclisme, le football, etc.). Cet essor connaît une première apogée au tournant du siècle. Vers 1900, l'associationnisme sportif se caractérise non seulement par une très forte croissance du nombre des associations mais aussi par une différenciation sociale des pratiques: ainsi, les couches supérieures pratiquent l'équitation, l'aviron, la voile, jouent au tennis ou au golf. A la fin du XIXe siècle, on voit de nombreuses sociétés féminines de gymnastique se fonder dans le sillage du mouvement féministe.

Monique de Saint Martin s'intéresse au rôle de la noblesse française dans le lancement, l'organisation et, parfois, la diffusion de nouvelles pratiques sportives telles le vélocipède, le lawn-tennis puis le tennis, le golf et, un peu plus

tard, l'automobile. Plus ces activités sont associées à la vie mondaine, plus elles retiennent longtemps les aristocrates. Les exemples du vélocipède et du tennis abordés ici montrent en effet que lorsque le sport se professionnalise et se diffuse, la noblesse l'abandonne ou se retire dans les propriétés privées et les clubs pour le pratiquer en cercle fermé. La contribution très stimulante de M. de Saint Martin appelle tout naturellement à des travaux qui, en Suisse, auront à répondre à deux questions au moins: l'aristocratie helvétique a-t-elle joué un rôle similaire à celui de la noblesse française dans la diffusion de certains sports? Si tel n'est pas le cas, quels acteurs ou groupes sociaux ont pu jouer ce rôle?

Dans le cas de la noblesse ou de la «bonne société», il est notoire que la dimension conviviale voire mondaine de l'activité sportive a, en fin de compte, revêtu davantage d'importance que la performance sportive. Dans la perspective des «*gender studies*», il s'ensuit que femmes et hommes participaient de concert aux joutes et à la sociabilité qui leur était liée, selon des modalités qu'il vaudrait la peine de creuser encore. Le dossier photographique constitué à partir des collections du Musée suisse des sports confirme à tout le moins cette complicité. Les photographies d'origines diverses donnent un aperçu de la vie hivernale impétueuse de la station de Saint-Moritz vers 1910. Voyez et appréciez!

Dans sa contribution, *Marco Marcacci* relate les polémiques que les gymnastes ont engagées au début du XXe siècle dans une publication tessinoise face à l'émergence des sports modernes. Cette étude comble indéniablement une lacune, car s'il est vrai que la controverse alors menée est en soi connue, force est de constater qu'on ne dispose jusque-là en Suisse d'aucune monographie fouillée sur la question. Il reste par contre à faire une étude comparée de ces réactions prenant en compte différentes régions de Suisse et d'ailleurs. En effet, le cas du Tessin traité ici fit écho à un débat plus vaste qui toucha tout ou partie de l'Europe. Bien que la polémique visait en premier lieu à défendre les idéaux et les valeurs patriotiques des gymnastes, il faut relever que les arguments dont se servaient le principal protagoniste de la controverse étaient inspirés de publications italiennes. Par ailleurs, s'appuyant sur les écrits de médecins et de pédagogues, les gymnastes eurent à cœur de démontrer les effets pernicioeux des nouvelles pratiques sportives, comme la recherche de la performance, le goût du spectacle, le désir de s'amuser, etc. S'agissant d'un canton catholique, on notera en outre que le facteur confessionnel n'a pas joué de rôle dans ce débat.

Fin connaisseur de l'histoire du football européen, *Pierre Lanfranchi* révèle le rôle de relais joué par la Suisse dans la diffusion du football sur le continent entre 1880 et 1910. En même temps, il écrit un chapitre original de l'histoire ■ 9

des entrepreneurs suisses et ouvre ainsi la voie à de nouvelles études. Des collèges privés des bords du Léman furent les premiers à créer des équipes de football. Bientôt, la passion toucha les élèves de nombreuses autres institutions. Plus que par le sport lui-même, ces *sportsmen* étaient fascinés par son caractère moderne et anglophile. Devenus cadres de l'industrie, certains d'entre eux exportèrent en même temps que leur savoir-faire leurs loisirs. Des Suisses ou d'anciens élèves ou étudiants d'écoles, de technicums ou d'universités du pays furent intimement mêlés à la création ou à la vie de nombreux clubs de football d'Europe méridionale, ainsi à Milan, Gênes, Marseille, Sète et Barcelone. A l'étranger, le football leur permit non seulement d'afficher leur modernisme et leur foi en l'économie libérale, mais aussi de faciliter leur intégration dans les élites locales.

A partir de la Première Guerre mondiale, les femmes s'approprièrent des domaines sportifs comme le ski ou l'alpinisme réservés jusque-là aux hommes. *Susanna Schmugge* évoque les nombreux obstacles que le sport de compétition féminin eut à franchir jusqu'à sa reconnaissance. Depuis le tournant du siècle, des médecins s'employèrent, dans le contexte du mouvement hygiéniste, à initier les femmes à des exercices de gymnastique conçus en lien avec l'enfantement. Parallèlement, ils défendaient le point de vue que certaines disciplines sportives étaient inappropriées aux aptitudes féminines. A l'insu de ces discours scientifiques, diverses associations sportives féminines furent fondées en Suisse à partir des années 1920, qui étaient partiellement tournées vers la compétition. Afin de donner le poids nécessaire à leur revendication, les femmes eurent donc recours au moyen (traditionnel) consistant à fonder une association, une démarche qui eut donc une fonction légitimatrice. Au cours des années 1930 et durant la guerre, la politique familiale réactionnaire propagée à l'enseigne de la «défense spirituelle» du pays fut synonyme de régression: le sport fut de nouveau associé à la préparation des femmes à leur «fonction reproductrice». Il fallut donc attendre la fin du Second Conflit mondial pour que le sport de compétition féminin fût enfin reconnu (et financé).

Basée sur une enquête représentative auprès de quelque 3000 associations sportives, la contribution de *Hanspeter Stamm* et *Markus Lamprecht* présente les principales caractéristiques du sport organisé contemporain en Suisse. Les auteurs y montrent que l'associationnisme se trouve certes en pleine mutation et qu'il se différencie, mais qu'il ne saurait être question d'une crise existentielle. Contrairement à un préjugé largement répandu, les associations sportives font preuve d'une capacité d'adaptation notoire et d'une large flexibilité quant à leur organisation, sachant intégrer aussi bien des nouvelles disciplines que répondre aux attentes multiples et changeantes de ses membres. A partir du matériel

10 ■ empirique collecté, il est possible de constituer cinq types d'associations spor-

tives: les «associations conventionnelles» (30%), les «associations à caractère sociable» (27%), les «associations ouvertes» (25%), les «associations de compétition individualisées» (14%), les «associations désintégrées» (4%). On peut considérer que les trois derniers types sont l'expression de nouvelles conceptions de l'associationnisme. Les associations «ouvertes» et «individualisées» sont caractérisées par leur forte orientation sur le sport de compétition. Alors que les premières, davantage campagnardes, s'efforcent d'élargir l'offre en préservant les aspects conviviaux et le bénévolat, les secondes, urbaines en général, présentent les caractéristiques d'une entreprise de service. De son côté, l'«association désintégrée», dont les membres présentent les traits de simples consommateurs, ne parviennent plus à concilier sociabilité et demandes nouvelles.

Dans la rubrique «document», *Michela Trisconi* analyse un texte dont le propos a un lien direct avec le dossier thématique de ce numéro. Le rapport en question fut présenté dans le cadre d'une conférence des présidents des organisations internationales catholiques, qui a eu lieu à Fribourg en février 1939. Il y apparaît notamment que l'Eglise catholique – ou du moins certains courants au sein de cette dernière – ne songea que fort tard à intervenir activement dans le domaine des loisirs. Elle se préoccupa de la question de crainte de perdre davantage encore son influence sur les classes populaires qui pouvaient recourir à une large palette d'activités proposées par les organisations ouvrières.

Grâce à un soutien financier de la section d'histoire de l'université de Lausanne, il a été possible de réunir – selon une tradition dorénavant bien établie à *traverse* – les auteurs de ce numéro et quelques collègues pour un *workshop*, où nous avons pu échanger informations et points de vue. Au nom de la rédaction et des participants, nous aimerions remercier vivement H. U. Jost de son hospitalité.

Thomas Busset et Markus Lamprecht

Notes

- 1 Pour mémoire, on rappellera: *La sociabilité par le sport*, Toulouse 1988 (Sport – Histoire 1 [1988]).
- 2 Cf. notamment Hans Ulrich Jost (éd.), *Sociétés et sociabilité au XIXe siècle*, Lausanne 1986 (Histoire et société contemporaines, 5/86); de même Hans Ulrich Jost et Albert Tanner (éd.), *Geselligkeit, Sozietäten und Vereine – Sociabilité et faits associatifs*, Zurich 1991 (Société Suisse d'Histoire Economique et Sociale, 9).
- 3 Contrairement à notre vœu, il n'a pas été possible d'intégrer au cahier un article spécifique sur le sport ouvrier, les deux auteurs contactés ayant été contraints de se retirer du projet pour des motifs professionnels. Pour des indications bibliographiques sur la question, cf. la contribution de H. U. Jost, notes 10 et 17.

SPORTGESELLIGKEIT

Während eines Gesprächs am Rande eines kürzlich durchgeführten Kolloquiums erzählte einer der Teilnehmer, dass er im Rahmen eines Auswahlverfahrens zur Besetzung einer Geschichtsprofessur vorgeschlagen hatte, eine Probevorlesung zu einem Sportthema zu halten. Auf Rat eines Kollegen, der besser über die akademischen Gepflogenheiten informiert war, entschied sich unser Gesprächspartner schliesslich aber, ein anderes Thema zu berücksichtigen, um seine Chance, den erwünschten Posten zu erhalten, nicht zu gefährden.

Mehr als lange Ausführungen verdeutlicht die Anekdote die weiterhin marginale Bedeutung des Sports in der schweizerischen Geschichtswissenschaft. Im Vergleich zu den Nachbarländern muss die hiesige Situation – trotz einigen interessanten Einzelstudien – als prekär bezeichnet werden. Bei der Suche nach den Gründen für die Rückständigkeit sozialwissenschaftlicher Sportforschung kommt man nicht am allseits bekannten Argument vorbei, dass die etablierten akademischen Kreise den Sport stets mit Geringschätzung betrachtet haben, und dies obwohl in den Nachbarländern ähnliche Vorurteile oder Bedenken inzwischen ganz oder zumindest teilweise ausgeräumt wurden.

Im Kreis der *traverse*-Redaktion ist nun der Wunsch geäussert worden, der Sportgeschichte ein Schwerpunktdossier zu widmen. Um zu vermeiden, dass die Nummer einen allzu heterogenen Inhalt erhält – ein Übel das leider vielen sportwissenschaftlichen Kolloquien anhaftet –, wurde beschlossen, den Schwerpunkt auf die Frage nach der Geselligkeit im Sport zu legen. Mit dieser Themenwahl sollten nicht zuletzt Anknüpfungspunkte zu anderen Arbeiten und Ansätzen geschaffen werden, und zwar einerseits zu ähnlichen Publikationen im Ausland¹ und andererseits zu allgemeineren Arbeiten zu Vereinswesen und Geselligkeit.² Die Aktualität der Fragestellung ergibt sich zudem aus dem Faktum, dass die Schweiz im internationalen Vergleich zu den Ländern mit der grössten Dichte an Sportvereinen zählt. Ferner hatte eine vorgängige Durchsicht der Forschungsverzeichnisse der letzten zehn Jahren gezeigt, dass auf diesem Gebiet mehrere Studien (Dissertationen, Lizentiatsarbeiten, usw.) kürzlich abgeschlossen wurden oder noch im Gange waren.

12 ■ Da ein Grundlagenwerk über die Sportgeschichte der Schweiz, die dem Stan-

dard der zeitgenössischen Sozialwissenschaften entsprechen würde, wohl noch in weiter Ferne liegt, sollten die hier versammelten Beiträge ein möglichst breites Feld abdecken. Wie der folgende Überblick zeigt, gilt dies sowohl in zeitlicher als auch in thematischer Hinsicht.³

In ihrer Arbeit verfolgt *Jeannette Rauschert* einen neuen Ansatz zum Verständnis des Schützenwesens im Mittelalter, eine Domäne, die bis heute (unverständlicherweise) der Militärgeschichte überlassen wurde. Sie untersucht in der *longue durée* die Institutionalisierung des Büchschenschiessens in Zürich im 15. und 16. Jahrhundert. Bei den Büchschenschützen handelte es sich zunächst um eine lose Gruppe von Männern, die sich zum spielerischen oder sportlichen Vergnügen und zur anschliessenden Geselligkeit trafen. Spätestens ab der Mitte des 15. Jahrhunderts verfügten sie über ein Schützenhaus. Obwohl die Schützenstube dem geselligen Zusammensein einen Rahmen gab, scheinen die Schützen noch nicht klar organisiert zu sein. Im Verlauf des 16. Jahrhunderts schenkte die Obrigkeit den Schützen immer mehr Beachtung, was mit der steigenden Bedeutung der Handfeuerwaffe für das städtische Wehrwesen in Zusammenhang stand. Neben den Vorschriften über die Durchführung der Schiessübungen und die Voraussetzungen der Mitgliedschaft nahmen dabei die Bestimmungen, die das Verhalten der Schützen bei ihren geselligen Zusammenkünften regelten und normierten, den grössten Raum ein.

Hans Ulrich Jost zeichnet ein Panorama des schweizerischen Turn- und Sportvereinswesens im 19. und beginnenden 20. Jahrhunderts. In der Schweiz wie auch in Deutschland wurde das Turnen zunächst von der akademischen (also städtischen) Jugend praktiziert, die sich bereits in den 1810er Jahren in Vereinen organisierte. Nebst der eigentlichen Turntätigkeit legte sie eine stark nationalpolitische Gesinnung an den Tag. Während des letzten Drittels des 19. Jahrhunderts wurden die Leibesübungen und das Turnwesen immer mehr mit der Landesverteidigung verknüpft. Daneben erschienen seit den 1860er Jahren neue Sportarten (Wassersport, Bergsteigen, später Radfahren, Fussball, usw.). Dieser Diversifikationsprozess hatte seinen ersten Höhepunkt um die Jahrhundertwende. Um 1900 war das Sportvereinswesen nicht nur durch die Diversität der Vereinszwecke sondern auch durch eine soziale Gliederung der Sportarten und -vereine gekennzeichnet: Die Oberschichten ritten, ruderten, segelten und spielten Tennis oder Golf. Im Sog der Frauenbewegung wurden am Ende des Jahrhunderts auch immer mehr Frauenturnvereine gegründet.

Der Beitrag von *Monique de Saint Martin* befasst sich mit der Rolle des französischen Adels bei der Lancierung, Organisation und Propagierung von neuen Sportarten wie Radfahren, Tennis, Polo und Golf, sowie etwas später des Automobils. Je mehr diese Tätigkeiten als mondän galten, desto länger beschäf-

tigten sich die Aristokraten damit. Die Beispiele des Radfahrens und des Tennis zeigen, dass die Professionalisierung und die Verbreitung einer Sportart dazu führten, dass die Aristokratie ihr Interesse daran verlor oder sich auf privaten Grundbesitz oder in Clubs zurückzog, wo sich der Sport im erlesenen Kreis ausüben liess. Die subtile Analyse von M. de Saint Martin ruft zwangsläufig nach Arbeiten, die zumindest auf zwei Fragen eingehen müssten: Hatte die Aristokratie in der Schweiz bei der Verbreitung von Sportarten eine ähnliche Funktion wie in Frankreich? Und wenn nicht: Welche sozialen Akteure oder Gruppen haben diese Rolle in der Schweiz übernommen?

Im Fall des Adels oder der *bonne société* ist bemerkenswert, dass die Geselligkeit stets wichtiger blieb als die eigentliche Leistung. In geschlechtergeschichtlicher Hinsicht hatte dies zur Folge, dass Männer und Frauen gemeinsam an der Sporttätigkeit und der damit verbundenen Geselligkeit beteiligt waren. Das im Archiv des Schweizer Sportmuseums in Basel geortete Fotomaterial bestätigt dies auf eindruckliche Weise. Die Bilder, die aus verschiedenen Quellen stammen, geben einen Einblick in das ungestüme winterliche Leben des Nobelkurorts Sankt Moritz um 1910. Man sehe und staune.

Im Zentrum des Beitrages von *Marco Marcacci* steht die Polemik, welche die Turner zu Beginn des 20. Jahrhunderts in einem Tessiner Turnerorgan gegen das Aufkommen neuer Sportarten ins Feld geführt haben. Der Beitrag füllt eine Lücke, denn obwohl die damalige Debatte bekannt ist, verfügen wir in der Schweiz bis heute kaum über ausführliche Studien zu dieser Frage. Eine vergleichende Studie zur Haltung der Turnvereine in den verschiedenen Teilen des Landes fehlt leider nach wie vor. Der hier geschilderte Fall verdeutlicht, dass die Auseinandersetzung weite Teile Europas betraf. Obwohl die Polemik auch dazu dienen sollte, das Turnen als Inbegriff des schweizerischen Patriotismus darzustellen, griff der Tessiner Hauptprotagonist weitgehend auf Argumente aus italienischen Zeitschriften und Publikationen zurück. Unter Bezug auf Untersuchungen von Ärzten oder Pädagogen warfen die Turner dem Sport grosse Defizite in moralischer und sozialer Hinsicht vor. Bemerkenswert ist, dass der konfessionelle Faktor dabei keine Rolle gespielt hat.

Als intimer Kenner des europäischen Fussballs erhellt *Pierre Lanfranchi* die zentrale Rolle, welche die Schweiz bei der Ausbreitung des Fussballs auf dem Kontinent zwischen 1880 und 1910 gespielt hat. Gleichzeitig schreibt er ein originelles Kapitel der schweizerischen Unternehmerngeschichte, das es verdient, zukünftig vertieft zu werden. Private Schulen am Genfersee gründeten als erste Fussballmannschaften. Und schon bald ergriff das Fussballfieber die Schüler vieler anderer Institutionen. Mehr als die eigentliche Sporttätigkeit faszinierte diese *sportsmen* der *english way of life*. Als Unternehmer oder

14 ■ Manager exportierten sie später nicht nur ihr Know-how, sondern auch ihre

Freizeitbeschäftigungen. Schweizer oder ehemalige Schüler und Studenten von Schweizer Schulen, Technika oder Universitäten waren an der Gründung oder am Leben zahlreicher Fussballclubs im südlichen Europa mitbeteiligt, so in Milano, Genoa, Marseille, Sète oder Barcelona. Der Fussball erlaubte ihnen nicht nur ihre Modernität und ihren Glauben an die freie Marktwirtschaft zu zeigen, sondern diente ihnen auch als Mittel zur Integration in die lokale Bourgeoisie.

Ab dem Ersten Weltkrieg drangen die Frauen in sportliche Bereiche wie Skifahren, Alpinismus oder Schwerathletik vor, die bis anhin als männlich galten. Wie *Susanna Schmugge* zeigt, musste der Frauenleistungssport bis zu seiner Etablierung zahlreiche Hürden überspringen. Gymnastische Übungen, die im Zusammenhang mit der Gebärfunktion standen, wurden seit der Jahrhundertwende vor allem von Ärzten im Kontext der Hygienebewegung gefördert. Sie vertraten aber gleichzeitig die Meinung, dass bestimmte Disziplinen für Frauen ungeeignet seien. Ab 1920 wurden in der Schweiz mehrere Frauensportvereine gegründet, die zum Teil leistungsorientiert waren. Um ihrem Anspruch Geltung zu verschaffen, griffen die Frauen also zum (traditionellen) Mittel der Vereinsgründung, dem somit auch eine legitimatorische Funktion zukam. Mit der Ausbreitung des Frauenleistungssports wurde den Sportlerinnen gegenüber ein zunehmend gehässigerer Ton angeschlagen: sie wurden als «vermännlichte» Wesen stigmatisiert. Die in der Zeit der «geistigen Landesverteidigung» propagierte reaktionäre Familienpolitik markierte einen Rückschritt: Dem Sport wurde wieder vermehrt die Aufgabe übertragen, die Frauen für die Reproduktion körperlich aufzurüsten. Der Durchbruch erfolgte erst nach dem Zweiten Weltkrieg, als der Frauenleistungssport offiziell anerkannt (und auch mitfinanziert) wurde.

Der Beitrag von *Hanspeter Stamm* und *Markus Lamprecht* diskutiert auf der Grundlage einer repräsentativen Vereinsbefragung die wesentlichen Merkmale des organisierten Sports in der Gegenwart. Die Autoren zeigen, dass sich das Vereinswesen in einem Veränderungs- und Differenzierungsprozess befindet. Entgegen einer landläufigen Kritik am Vereinsgedanken erweist sich der Sportverein als eine anpassungsfähige und flexible Organisationsform, die neue Sportarten und veränderte Ansprüche seitens der Mitglieder durchaus zu integrieren vermag. Anhand der empirischen Studie lässt sich der Vereinssport in fünf Typen unterteilen: «konventionelle Vereine» (30%), «Geselligkeitsvereine» (27%), «offene Vereine» (25%), «individualisierte Leistungsvereine» (14%) und «desintegrierte Vereine» (4%). Im Vergleich mit den historischen Beiträgen dieses Hefts können die drei letzteren als Ausdruck neuer Geselligkeitsformen angesehen werden. Dabei zeichnen sich sowohl der «offene» als auch der «individualisierte» Verein durch Leistungsorientierung aus. Während aber ■ 15

der erste, eher ländliche Verein auf Angebotsweiterung im Rahmen von Geselligkeit und Ehrenamt setzt, weist der zweite, eher städtische Verein, die Merkmale eines eigentlichen Dienstleistungsanbieters auf. Dem «desintegrierten Verein», der durch eine hohe Konsumhaltung der Mitglieder gekennzeichnet ist, gelingt es hingegen nicht, Geselligkeit und neue Ansprüche miteinander zu verknüpfen.

In der Rubrik «Dokument» analysiert *Michela Trisconi* einen Bericht, der gut in diese Nummer passt. Er wurde im Rahmen einer Konferenz der Präsidenten der Internationalen katholischen Organisationen, die im Februar 1939 in Freiburg (CH) stattfand, vorgetragen. Darin wird ersichtlich, dass die katholische Kirche sich erst spät aktiv mit der organisierten Freizeit auseinandersetzte. Sie tat dies vor allem aus der Furcht, ihren Einfluss auf die Arbeiterklasse zu verlieren, die nun auf ein breites Angebot seitens der Arbeiterorganisationen zurückgreifen konnte.

Dank der finanziellen Unterstützung der Section d'Histoire der Universität Lausanne haben wir die Möglichkeit gehabt, im Herbst 1997 die Autorinnen und Autoren diese Hefts sowie einige Kolleginnen und Kollegen zu einem Workshop in Lausanne einzuladen. Im Namen der *traverse*-Redaktion und der Beteiligten möchten wir an dieser Stelle Prof. Hans Ulrich Jost herzlich danken.

Thomas Busset und Markus Lamprecht

Anmerkungen

- 1 Siehe z. B. *La sociabilité par le sport*, Toulouse 1988 (Sport – Histoire 1/1988).
- 2 Siehe u. a. Hans Ulrich Jost (Hg.), *Sociétés et sociabilité au XIXe siècle*, Lausanne 1986 (Histoire et société contemporaines, 5/86); weiter Hans Ulrich Jost und Albert Tanner (Hg.), *Geselligkeit, Sozietäten und Vereine – Sociabilité et faits associatifs*, Zürich 1991 (Schweizerische Gesellschaft für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 9). Bezeichnenderweise enthalten beide Sammelbände keinen Beitrag zum Sport.
- 3 Obwohl es unser Wunsch war, ist es uns nicht gelungen, einen Beitrag zum Arbeitersport in die Nummer aufzunehmen: beide kontaktierten Autoren mussten aus Berufsgründen absagen. Für Literaturangaben zum Thema Arbeitersport, siehe in diesem Heft den Beitrag von H. U. Jost.